

REGARDS

MARCHE DES SANS-PAPIERS

Plainte contre X

David Angel

La marche des sans-papiers n'avait connu aucun incident jusqu'à son passage au Luxembourg. Ici, les choses se sont vite gâtées.

La « Marche pour la liberté » traverse la France, l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique depuis quelques semaines (woxx 1270). Jeudi 5 juin, une soixantaine de marcheurs ont tenté de pénétrer dans le Centre de conférences du Kirchberg (CCK), où se tenait une réunion du Conseil des ministres de l'Intérieur qui, justement, parlait de mesures à prendre contre l'immigration clandestine.

Selon la version de la police, les manifestants, arrivés près du centre de conférences, auraient commencé à taguer le bâtiment et les barrières installées pour démarquer le périmètre de sécurité. Ensuite, ils auraient escaladé ces dernières et essayé de pénétrer dans le bâtiment. Cette première tentative aurait échoué, puisque le service d'ordre du CCK les aurait repoussés. Ils seraient donc entrés dans le ministère du Développement durable, dont la porte se trouve à côté de celle du CCK.

A l'intérieur, aucune agression n'aurait été commise contre les fonctionnaires du ministère, mais les manifestants auraient organisé un sit-in. Jusque-là, la version de la police ne diffère pas de façon importante de celle des manifestants. Face au sit-in, la police affirme avoir posé un ultimatum de dix minutes aux activistes pour quitter les lieux. L'ultimatum passé, on aurait essayé de les faire sortir. A ce moment, il y aurait eu des bousculades, pendant lesquelles des manifestants auraient attaqué les policiers à coups de hampes de drapeau et autres objets. En plus, certains activistes auraient utilisé du spray au poivre. Suite à cela, les policiers auraient réagi, eux aussi, en utilisant du gaz lacrymogène.

Une fois les manifestants sortis du bâtiment, on aurait procédé à l'identification des auteurs de violences envers les policiers, puis on aurait arrêté de façon ciblée ces derniers. Pendant

les arrestations, de nouvelles échauffourées se seraient produites. La police déplore des blessures sur six de ses agents, dont un qui aurait perdu une dent et un qui aurait été mis en arrêt maladie pendant quatre jours.

De nombreux blessés

Pour les manifestants, la situation à l'intérieur du ministère du Développement durable n'aurait pas été celle que les policiers décrivent. Assis par terre dans l'entrée du bâtiment, ils auraient chanté des slogans et demandé de pouvoir entrer dans le CCK pour présenter leurs condoléances au Conseil des ministres de l'Intérieur.

Cependant, aucun policier n'aurait voulu parler aux manifestants. Au contraire, les policiers auraient commencé à les bousculer et à essayer de les tirer à l'extérieur. Face à la résistance pacifique des activistes qui se seraient accrochés l'un à l'autre, un maître-chien de la police serait arrivé avec son chien. Il aurait montré du doigt les personnes que le chien aurait mordues par la suite pour les faire sortir. Divers activistes auraient été attaqués.

Puis des policiers auraient attaqué les manifestants à coups de pied et en les arrosant de gaz lacrymogène. Ensuite, ils auraient sorti un à un les manifestants du bâtiment, en les traînant par terre et en les balançant par les escaliers d'entrée du CCK. Une fois dehors, les sans-papiers se seraient à nouveau rassemblés. De nombreux activistes auraient subi des blessures. Par la suite, les policiers présents auraient encerclé le groupe et procédé à des arrestations. Ainsi, treize manifestants auraient été brutalement arrêtés par des policiers en civil et en uniforme. Pendant ces arrestations, la police aurait à nouveau utilisé la violence et fait de nombreux blessés.

Alors que le Luxemburger Wort déclarait, deux jours après les incidents, que les activistes responsables de violences sur des policiers seraient poursuivis en justice, cela ne semble pas être sûr. « Au commis-



La plupart des photos publiées donnent raison aux activistes...



PHOTO : CAROLIE RECKINGER

seriat, on m'a expliqué que le procureur n'entamerait pas de procédure judiciaire contre les personnes arrêtées, sous condition de quitter le territoire luxembourgeois et de ne plus faire entendre parler d'eux », explique l'avocate de « Keen ass illegal ». « J'ai expliqué aux concernés que le fait qu'on laisse partir des gens sans domicile fixe peut s'expliquer par un manque de preuves du côté de la police. » Vic Reuter : « Nous avons confisqué du spray, des couteaux et un lance-pierre. Des hampes de drapeau ont aussi été utilisées pour taper sur des policiers. »

De quel spray s'agit-il ? « Je ne sais pas vous le dire, en tout cas ce n'était pas du gaz au poivre. Contrairement au gaz au poivre, qui ne laisse pas de traces, ce spray en a laissé. Les policiers ont dit que c'était une substance collante et que ça a fait des taches. En même temps, ça a attaqué les yeux et les bronches. » Les personnes ayant utilisé ces armes ont-elles été arrêtées ? « Le problème est que nous ne pouvions plus identifier les auteurs des attaques sur les policiers. Comme souvent lors de manifestations, les manifestants ont échangé leurs habits. »

Concrètement, parmi les personnes arrêtées, personne n'a pu être identifié comme auteur de violences. « Les policiers porteront plainte contre X », explique Vic Reuter. Pourtant, les personnes arrêtées affirment qu'on les aurait informées de plaintes pour rébellion et coups et blessures volontaires portées contre elles. Tout cela mène effectivement à se poser des questions. Comment est-il possible que cent policiers, équipés de caméras et d'appareils photo, ne soient pas capables d'identifier des personnes violentes parmi un groupe de soixante ? Pourquoi ne voudrait-on pas poursuivre en justice les auteurs de violences ?

Arrestations musclées et gaz lacrymogène

Parmi les photos et vidéos publiées après les incidents, aucune n'a été prise à l'intérieur du ministère du Développement durable. Sur une vidéo publiée par wort.lu, on voit surtout des policiers qui ont recours à la violence. On voit ainsi des agents de police qui traînent des manifestants par terre et qui bousculent des manifestants. Un policier, après avoir

repoussé un activiste derrière les barrières policières, lui assène un coup de pied. Des personnes se trouvant derrière les barrières sont attaquées à coups de poing. On voit aussi un policier se retourner après avoir été arrosé d'une substance liquide. Plus tard dans la vidéo, on peut voir un activiste mouiller des agents de police avec une bouteille d'eau. Une autre vidéo montre les arrestations auxquelles les forces de l'ordre ont procédé.

Des arrestations musclées : on peut notamment voir une personne dont la tête est poussée dans des câbles et des micros se trouvant par terre. Trois policiers le fixent en lui poussant les genoux dans le dos. Une manifestante munie d'un appareil photo est maintenue à terre par deux policiers pointant sa tête avec leurs matraques. Sur des photos publiées sur l'internet, un jeune policier arrose un groupe de manifestants, qui se trouvent derrière la barrière, de gaz lacrymogène. Un maître-chien montre une manifestante du doigt ; sur la photo suivante, son chien est accroché au bras de cette dernière.

D'un autre côté, certaines photos montrent des manifestants portant de

petits drapeaux avec des hampes assez épaisses. Souvent, lors de manifestations à l'étranger, des drapeaux comparables sont utilisés comme matraques, afin de se défendre ou d'attaquer la police, selon le point de vue.

S'il est vrai que parmi les activistes se trouvaient des personnes faisant partie des mouvements dits « autonomes » allemands, connus pour souvent avoir recours à la violence lors de manifestations, les sit-in ne font normalement pas partie de leur répertoire. Une escalade de violence pouvant entraîner blessures, arrestations et poursuites judiciaires, une confrontation entre 60 manifestants et une centaine de policiers bien équipés, le tout au Kirchberg, terrain probablement le moins adapté à la guérilla urbaine, dans un pays étranger pour la plupart des manifestants, aurait-ce pu avoir un intérêt pour certains activistes ? Aurait-ils volontairement pris le risque de voir une partie des sans-papiers amenés au Centre de rétention, puis expulsés vers leurs pays d'origine ?